

J. A. COHEN, *Rescuing Justice and Equality*,
Cambridge, Harvard University Press,
2008, 448 p., ISBN 978-0674030763

Karl Degré*

Justice is Justice whether or not it is possible to achieve it.
- G.A. Cohen

C'est avec la même clarté et rigueur argumentative que dans ses œuvres précédentes que le défunt G.A. Cohen (1941-2009) nous présente ici sa critique finale de la Théorie de la Justice de John Rawls¹. Cette critique a deux objectifs principaux : premièrement, Cohen soutient qu'une société égalitariste, se basant sur le principe de justice distributive, ne peut pas tolérer des inégalités basées sur des incitatifs économiques tel que le défend Rawls. Deuxièmement, Cohen veut défendre le concept de « justice » de l'approche constructiviste rawlsienne. Le livre se divise en deux grandes sections, chacune portant sur un de ces thèmes. Mon compte-rendu respectera cette division et abordera chaque chapitre de cette œuvre de manière chronologique.

Il est important de noter, avant de débiter, que certaines idées développées dans ce livre ont déjà été publiées ailleurs (notamment des sections des chapitres 1, 2, 3 et 6). Ceci n'enlève cependant rien à la pertinence de l'œuvre, car ces textes sont souvent modifiés en partie ou sinon, ils sont enrichis par de nouvelles notes en bas de page répondant aux critiques.

Le point de départ de la critique de Cohen est la notion d'inégalité juste se retrouvant chez Rawls. Selon ce dernier, les avantages

* Étudiant à la maîtrise en philosophie, Université de Montréal.

¹ John RAWLS, *A Theory of Justice*, Massachusetts, Harvard University Press, 1971, 607 p.

naturels (ex : talents, famille) sont moralement arbitraires et ne devraient pas être à la source d'inégalités. La justice demande donc une certaine égalité. Rawls ne va cependant pas jusqu'à affirmer que la justice demande l'égalité totale, car il existe des cas où certaines inégalités permettent d'améliorer la position de tous dans la société (le principe de différence [PD]). Cohen débute son livre (chapitre 1 et 2) en critiquant, non pas le PD, mais plutôt en affirmant qu'une société juste ne peut pas tolérer de telles inégalités. Pourquoi ? L'argument est assez intuitif : si les individus recevant des incitatifs économiques augmentent leur productivité à la seule condition de recevoir une plus grande part du gâteau, alors ces individus ne se soucient pas réellement de l'égalité. Si tous les agents ont réellement l'égalité à cœur, alors il n'y a pas de raison pour que les incitatifs économiques soient nécessaires pour motiver les agents à travailler au bien-être de la société. Dans son second chapitre, Cohen soutient, de manière similaire, qu'une distribution égale est compatible avec l'équilibre de Pareto. De surcroît, si nous avons le choix entre deux situations équivalentes selon Pareto, alors il faut favoriser la plus égalitaire. L'argument des deux premiers chapitres met à jour une notion principale dans la critique de Cohen : l'Ethos de justice. Selon Cohen, une société est juste si et seulement si les institutions sont justes et les membres agissent avec un souci d'égalité dans leur vie privée. Ce désir d'abolir la distinction entre la sphère privée et politique provient de l'influence marxiste présente chez Cohen².

La réponse rawlsienne à ce type de critiques est de dire que les critères de justice de la société s'appliquent uniquement à la structure de base, c'est-à-dire aux institutions. Par exemple, Samuel Freeman³ dira qu'il est vrai qu'une société où les individus agissent dans leur vie privée suivant le principe de justice sera préférable à une autre où les individus sont égoïstes. Toutefois, il n'y a pas de raison forçant l'application du principe d'égalité et de justice dans les choix individuels. Le libéralisme rawlsien maintient donc une division des sphères privées et publiques. Cette affirmation sera rejetée par Cohen dans son troisième chapitre. La thèse de ce chapitre se résume en un

² G.A. COHEN, *Rescuing Justice and Equality*, Harvard University Press, 2008, p. 1.

³ Samuel FREEMAN, *Rawls*, Routledge, 2007, p. 121-122.

slogan: « The personal is political »⁴, c'est-à-dire qu'il n'y a pas lieu d'exclure les principes de justice de la sphère de la vie privée des individus. Cohen fera valoir ce point en affirmant que si Rawls veut être cohérent, il doit accepter l'extension du PD à la sphère des choix individuels. Selon Rawls, les principes de justice s'appliquent uniquement à la structure de base de la société, car ces institutions ont de profonds effets sur les opportunités de vie des individus. Cohen soutient que les choix économiques des agents ont eux aussi un effet important sur les opportunités des agents. Donc, il faut logiquement que les principes de justice s'étendent aussi à la sphère privée.

Les trois premiers chapitres critiquent l'extension de l'application du PD, mais non pas la validité de ce principe même. Cohen passera le quatrième chapitre à critiquer le PD. Selon Cohen, le PD est peut-être un principe d'optimalité pour la gouvernance, mais n'est pas en soi un principe de justice. En d'autres termes, Cohen tente de savoir pourquoi le fait qu'une inégalité améliore la position des individus désavantagés rend cette inégalité juste⁵. Le passage de la notion d'inégalité à celle de justice est peut-être possible au niveau pratique, mais ceci n'est pas réellement de la justice selon Cohen. La justice demande l'égalité, et si la réalité ne reflète pas cette égalité, alors elle est injuste et aucune raison pratique ne peut changer ce constat.

Cohen conclut la première section de son livre avec le chapitre 5. Ce dernier met en relation les différents arguments des quatre premiers chapitres. Cohen se sert ici de la notion d'Ethos de justice afin de défendre que l'égalité, l'optimum de Pareto et la liberté de choix d'occupation sont compatibles.

Pour la seconde section de son livre, Cohen porte son attention sur des questions qui, bien qu'elles aient un lien avec Rawls, sont de nature méta-éthique. Tout au long de cette section, Cohen tente de démontrer la différence fondamentale qui existe entre une règle d'optimalité et le concept de justice.

Dans le chapitre 6, Cohen défend avec vigueur l'indépendance du factuel et du normatif. En d'autres termes, si un fait supporte un principe normatif, alors ce principe est supporté par un principe plus

⁴ *Op.Cit.*, G.A. COHEN, p. 116.

⁵ *Ibid.*, p. 159

« ultime »⁶ qui lui, est indépendant des faits, c'est-à-dire qu'il existe certains principes éthiques indépendants du monde factuel. Cette position radicale implique que la faisabilité de l'application des critères de justice n'est pas importante lors du jugement porté sur une société. C'est dans cet esprit qu'il faut lire la citation de Cohen ouvrant mon texte. Cet argument positif de Cohen se veut aussi une critique de Rawls, car ce dernier soutient que tous les principes de justice sont basés sur des faits.

Cette critique de Rawls est explicite dans le chapitre 7. Dans ce dernier, Cohen soutient que le constructivisme éthique n'est pas en mesure de répondre à la question fondamentale : « Qu'est-ce que la justice ? ». La raison de ceci est que le constructivisme confond la justice et les règles d'optimalité. Ces dernières se basent sur des faits et prennent en compte la faisabilité de leur réalisation (nature humaine, faiblesse de volonté, etc.). Or, la justice ne dépend pas des faits, mais bien de principes ultimes indépendants (chapitre 6). Le constructivisme, rawlsien ou autre, ne peut donc pas rendre compte de la notion de justice, car il recherche la justice au niveau factuel alors qu'elle ne s'y trouve pas.

Finalement, le chapitre 8 change légèrement de sujet et porte sur la question de savoir s'il est nécessaire qu'un principe de justice remplisse une exigence de publicité. Formulée simplement, l'exigence de publicité affirme qu'il est nécessaire de pouvoir dire si un principe de justice est suivi ou non. Cohen se défend ici face à une critique lui étant adressée par Andrew William⁷. Selon Cohen, l'exigence de publicité n'est pas un prérequis à la justice. De plus, l'Ethos de justice qu'il a défendu plus tôt (chapitre 1-2) remplit le seul sens raisonnable de cette exigence. Cohen conclut son livre avec une annexe répondant à bon nombre de ses critiques.

La défense que présente Cohen de l'égalitarisme libéral est très éclairante. Il est cependant dommage qu'il ne se soit pas consacré aussi au « second » Rawls, c'est-à-dire à la question de la justice internationale. Il est certain que Cohen a aussi beaucoup à dire sur ce sujet ; malheureusement, il ne pourra pas nous en parler directement. Cependant, certains éléments de son œuvre sont, sans nul doute,

⁶ *Ibid*, p. 229

⁷ Andrew WILLIAMS, « Incentives, Inequality, and Publicity » dans *Philosophy and public affairs*, 27, 1998, pp. 225-247.

applicables à la question internationale. Il suffit de penser ici à la distinction entre justice et règle d'optimalité ainsi qu'au lien nécessaire unissant justice et égalité économique. Ces notions permettent de voir que les penseurs cosmopolites, communautariens et nationalistes pourraient tous être soumis à la critique de Cohen.

Rescuing Justice and Equality est une lecture essentielle pour les personnes intéressées à la philosophie politique, particulièrement celles intéressées par l'œuvre de Rawls et l'égalitarisme. Avec ce livre, Cohen affirme sa place comme le critique égalitariste par excellence de Rawls, au même titre que Nozick est le critique libertarien de ce dernier. Il me semble important, pour conclure, de noter qu'un livre de Cohen intitulé *Why not Socialism* a été publié à titre posthume en 2009. Ce petit livre (92 pages) se veut une défense du socialisme et présente les avantages de ce modèle économique et politique face au capitalisme. Cette lecture des plus stimulantes permet de faire de nombreux liens intéressants entre la théorie normative de Cohen et le monde politique actuel.

Bibliographie

- COHEN, G.A., *Rescuing Justice and Equality*, Harvard University Press, 2008, 430 p.
- FREEMAN, Samuel, *Rawls*, Routledge, 2007, 576 p.
- RAWLS, John, *A Theory of Justice*, Massachusetts, Harvard University Press, 1971, 607 p.
- WILLIAMS, Andrew, « Incentives, Inequality, and Publicity » dans *Philosophy and public affairs*, 27, 1998, pp. 225-247.

